

Analyse Claude Fleury*

Politisation de la fonction publique

Un cancer Généralisé

«Dans la conduite des affaires de l'État, respectez les formalités et négligez la moralité.» Mark Twain

Le bon fonctionnement de l'État repose sur un subtil équilibre entre les pouvoirs politique et administratif, afin de limiter à la fois le confort de l'administration et l'arbitraire politique. Toutefois, la politisation excessive de la dernière décennie a gangrené les principes de neutralité et d'indépendance nécessaires à ce bon fonctionnement.

L'équilibre est rompu et une culture du service partisan s'est imposée au détriment d'une culture du service public. Les notions d'équité, de transparence, d'intégrité et d'impartialité ont fait place à la préservation obsessionnelle de l'image politique, la primauté des intérêts particuliers, le clientélisme, le favoritisme et la préservation des privilèges.

Le défi de maintenir une fonction publique neutre et indépendante est aujourd'hui compromis par deux phénomènes récurrents : la prolifération des nominations partisans et le mode de fonctionnement des cabinets politiques.

Le fléau des nominations partisans

En raison du nombre scandaleux de nominations partisans, chaque parti porté au pouvoir met en question la loyauté et l'éthique des effectifs partisans promus par le gouvernement précédent. Les revanches perturbent alors la gestion courante des affaires de l'État : règlements de comptes, méfiance, mutations et blocage de projets empoisonnent l'atmosphère.

Afin de sauver leur peau, les administrateurs sur la sellette adoptent une attitude servile et complaisante à l'endroit de leurs nouveaux maîtres. Ainsi, les officines de l'État se garnissent progressivement de ces tristes survivants dont les courbettes et la flagornerie tiennent lieu de compétence.

Avec le temps, les jeunes talents en viennent à croire que l'engagement partisan ou une servilité à toute épreuve offrent les seules garanties de promotion à l'intérieur du système. Le sens critique et le devoir d'expertise s'en trouvent irrémédiablement compromis.

Il existe certes des hauts fonctionnaires extrêmement compétents, en dépit de leur ascension partisane, mais très peu auraient réussi s'il leur avait fallu passer au travers des mailles d'un système indépendant axé sur le mérite et les compétences.

De l'inutilité des cabinets politiques

Par ailleurs, des cabinets politiques se mettent en place, truffés de jeunes partisans sans expérience de la chose publique. Leur inexpérience, couplée à l'ivresse du pouvoir et à l'obsession malade du

calcul politique, entraîne un dérapage nuisible à la bonne marche des affaires de l'État.

Se croyant indispensables, ils apprennent à transformer les directions de communications en usines à communiqués. Ils programment des rencontres entre leur ministre et les clientèles, en l'absence des fonctionnaires responsables des dossiers. Ils bloquent des dossiers ou en modifient les recommandations pour des considérations partisans. Ils subordonnent l'analyse des dossiers à la nécessité de bien faire paraître leur ministre. Ainsi, cosmétique, calcul et superficialité prennent le pas sur la vision de développement et les enjeux de société.

Si l'on excepte le poste de directeur de cabinet, nécessaire pour assurer la coordination politique entre les ministres, les cabinets politiques n'ont plus leur place au sein des ministères. Leur mode de fonctionnement dénature la mission de service public et prive les ministres d'un accès libre et ouvert aux compétences et aux expertises disponibles.

Des réformes s'imposent

Dans toute société démocratique soucieuse d'efficacité, il est légitime d'exiger que les emplois de la fonction publique soient comblés en fonction de critères objectifs de mérite et de compétence. C'est pourquoi il est devenu urgent de réformer en profondeur nos moeurs politiques et de freiner la politisation de la fonction publique.

Il faut remplacer le système de nominations partisans par un mode de dotation exempt de toute influence politique. Il n'est pas question de limiter le droit de procéder à des nominations, mais plutôt de nous assurer qu'elles soient faites à partir d'une liste de personnes qualifiées, de manière transparente et neutre.

Trois actions s'imposent donc : abolir les cabinets politiques pour ne conserver qu'un directeur; remplacer le système de nominations partisans par un mode de dotation neutre fondé sur le mérite et la compétence; et enfin, soumettre tous les titulaires actuels de postes obtenus sans concours à un nouvel examen, ouvert à tous et transparent. Ce n'est qu'à ce prix que nous pourrons traiter le cancer qui ronge l'État.

*L'auteur, qui habite Beaupré, a travaillé dans la fonction publique québécoise de 1985 à février dernier, dont une quinzaine d'années à titre de gestionnaire.

Illustration(s) :

Photothèque Le Soleil Pascal Rathé
Selon l'auteur de cette lettre, la politisation excessive de la dernière décennie a gangrené les principes de neutralité et d'indépendance nécessaires à un bon fonctionnement de l'État.

© 2014 *Le Soleil. Tous droits réservés.*